

PAR COURRIEL

Québec, le 28 juillet 2023



N/Réf. : 91344

Objet : Votre demande d'accès aux documents

,

Nous avons bien reçu votre demande d'accès le 24 juillet dernier, laquelle est ainsi libellée :

« En vertu de la Loi sur l'accès à l'information, auriez-vous l'amabilité de nous transmettre le nom des unités administratives supérieures correspondant à la définition du point 3 de la Directive concernant la mise en disponibilité de certains employés lors de surplus ministériels. »

En référence à notre lettre du 22 juin 2023, nous vous réitérons, conformément à l'article 13 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), que les renseignements visés par votre demande et relatif au Secrétariat du Conseil du trésor sont, conformément à l'article 4 du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1, r.2)*, diffusés sur notre site Internet à l'adresse suivante : [Organisation - Secrétariat du Conseil du trésor \(gouv.qc.ca\)](http://Organisation - Secrétariat du Conseil du trésor (gouv.qc.ca)).

Toutefois, nous vous joignons un tableau qui précise les unités administratives supérieures.

Nous vous indiquons que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. Vous trouverez en pièces jointes une note explicative concernant l'exercice de ce recours ainsi que le libellé de l'article précité.

Veuillez agréer, , nos salutations distinguées.

Original signé

Maxime Perreault
Responsable de l'accès aux documents et
de la protection des renseignements personnels

p. j.

Secrétaire du Conseil du trésor
Direction du Bureau du secrétaire
Direction de la planification et de la performance organisationnelle
Direction générale de l'administration
Direction adjointe de l'administration
Direction des ressources financières et de l'information de gestion
Direction des opérations financières et de la reddition de comptes
Direction principale des ressources informationnelles
° Direction des solutions applicatives et de la centrale de données
° Direction des solutions technologiques
° Direction du centre de services à l'organisation
Direction des ressources humaines
Direction des ressources humaines
Direction du développement organisationnel
Unités centrales
Greffe
Direction des communications
° Service des affaires publiques et des communications numériques
° Service du conseil stratégique et des communications graphiques
Direction de l'audit interne
Direction des affaires juridiques (secteur litiges)
Direction des affaires juridiques (secteur conseil et législation)
Secrétariat à la Capitale-Nationale
° Direction du développement et de l'administration
Sous-secrétariat à performance et à l’application de la Loi sur l’administration publique
Secrétaire associé
Direction générale de la gouvernance en gestion axée sur les résultats
Direction de la planification stratégique et de la reddition de comptes publique
Direction de la gouvernance en évaluation, de l'audit interne et de la gestion des risques
Direction générale de la révision des programmes et de l'amélioration continue
Direction de l'amélioration continue
Direction de la révision des programmes

Sous-secrétariat aux infrastructures publiques
Secrétaire associé
Secrétaire adjointe aux investissements publics
Direction générale de la planification des investissements
Direction des analyses en investissements
Direction générale des projets majeurs d'infrastructure
Direction des projets majeurs d'infrastructures en transport
Direction des projets majeurs d'infrastructure en santé et éducation
Direction des projets majeurs d'infrastructures des autres secteurs
Direction générale du soutien à la gestion des investissements
Direction des programmes fédéraux et mandats spéciaux
Direction de l'information de gestion
Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes
Secrétaire associé
Direction générale des programmes administratifs, sociaux et de santé
Direction principale des programmes sociaux et de santé
Direction des programmes municipaux et administratifs
Direction des programmes de mobilité et de justice
Secrétariat adjoint aux programmes
Direction principale des programmes économiques
Direction principale des programmes éducatifs
Direction des programmes environnementaux et culturels
Direction des analyses et des études budgétaires
Direction générale des politiques, des systèmes et des opérations budgétaires
Direction de la planification et de gestion des dépenses
Direction des systèmes budgétaires
Direction générale de la gouvernance, de la performance et des stratégies budgétaires
Directeur des analyses et des stratégies budgétaires
Directeur de la performance budgétaire et des mandats spéciaux
Sous-secrétariat aux ressources humaines gouvernementales
Secrétaire associé
Direction des analyses actuarielles, des assurances et des régimes collectifs
Direction générale des relations de travail et de la gouvernance en éthique
Direction des relations professionnelles et de la négociation
Direction principale de la santé des personnes et de l'éthique
Direction principale de la rémunération et des conditions de travail
Direction générale de la gouvernance en gestion des ressources humaines
Direction de la diversité, de l'inclusion et de la mobilité
Direction de la gouvernance des solutions d'affaires RH
Direction principale de l'acquisition des talents
Direction principale de la gestion des talents

Bureau de la négociation gouvernementale
Négociatrice en chef du gouvernement
Sous-secrétariat à l'équité salariale, aux études et aux organismes
Direction générale de l'équité salariale
Direction générale de la négociation des organismes et des études
Négociateur en chef adjoint de la négociation des secteurs public et parapublic
Direction générale de la négociation - secteurs public et santé et services sociaux
Direction générale de la négociation - secteur éducation et enseignement supérieur
Négociateur en chef adjoint des régimes particuliers de négociation et de la rémunération globale
Direction générale des régimes particuliers et des mandats économiques
Direction générale de la rémunération globale
Sous-secrétariat aux marchés publics
Secrétaire associée
Direction générale de l'encadrement
Direction des analyses et des parcours à l'innovation
Direction principale de l'évolution de l'encadrement
Direction principale de l'accompagnement des organismes publics
Direction générale de l'évaluation
Direction des technologies et des stratégies d'acquisition
Direction de la vérification

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

(L.R.Q., chapitre A-2.1)

CHAPITRE II

ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS

SECTION I

DROIT D'ACCÈS

Modalités de consultation.

13. Le droit d'accès à un document produit par un organisme public ou pour son compte et ayant fait l'objet d'une publication ou d'une diffusion s'exerce par consultation sur place pendant les heures habituelles de travail ou à distance ou par l'obtention d'informations suffisantes pour permettre au requérant de le consulter ou de se le procurer là où il est disponible.

Moyens pour exercer le droit d'accès.

De même, le droit d'accès à un document produit par un organisme public ou pour son compte et devant faire l'objet d'une publication ou d'une diffusion dans un délai n'excédant pas six mois de la demande d'accès, s'exerce par l'un ou plusieurs des moyens suivants:

- 1° la consultation sur place pendant les heures habituelles de travail ou à distance;
- 2° l'obtention d'informations suffisantes pour permettre au requérant de le consulter là où il est disponible ou de se le procurer lors de sa publication ou de sa diffusion;
- 3° le prêt du document, à moins que cela ne compromette sa publication ou sa diffusion.

Droit non affecté.

Le présent article ne restreint pas le droit d'accès à un document diffusé conformément à l'article 16.1.

1982, c. 30, a. 13; 1990, c. 57, a. 5; 2001, c. 32, a. 83; 2006, c. 22, a. 7.

AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, L.R.Q., c. A-2.1.

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art.137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec

525, boul. René-Lévesque Est
Bureau 2.36
Québec (Québec) G1R 5S9

Téléphone : 418 528-7741
Télécopieur : 418 529-3102

Montréal

500, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 18.200
Montréal (Québec) H2Z 1W7

Téléphone : 514 873-4196
Télécopieur : 514 844-6170

Téléphone sans frais pour les deux bureaux : **1-888-528-7741**
Courrier électronique : cai.communications@cai.gouv.qc.ca

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les trente jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de trente jours (art. 135).